



**BANQUE POPULAIRE
RIVES DE PARIS**

Gestion sous Mandat

CTO AUDACE MIXTE

Règlement SFDR – Article 10

Dénomination du produit : CTO AUDACE MIXTE
LEI Entité Juridique: 969500W8SBCXNX1DG443
Catégorie SFDR : Article 8 – Promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales

1. Résumé

Ce produit financier promeut des caractéristiques environnementales ou sociales, mais ne vise pas spécifiquement l'investissement durable. Il s'engage néanmoins à inclure au moins 10% d'investissements durables dans son portefeuille.

La Banque s'appuie sur les proportions d'investissements durables fournies par les sociétés de gestion pour les fonds classés Article 8 et 9, en veillant à respecter les principes de durabilité. Les méthodologies utilisées garantissent qu'aucun préjudice significatif n'est causé aux objectifs d'investissements durables. La méthodologie de notation des actions inclut des critères pour garantir qu'aucune action ne nuit à des Objectifs environnementaux ou sociaux. Des seuils spécifiques sont appliqués concernant les scores ESG et les controverses, ainsi que des exclusions de secteurs controversés.

Dans une optique à long terme (8 ans minimum conseillés), le portefeuille sera investi presque uniquement en actions françaises et étrangères. Il pourra être également investi sur des OPC.

Bien qu'il ne vise pas l'investissement durable, le produit inclut au moins 10% d'investissements durables et au moins 60% d'actifs alignés sur les caractéristiques ESG. Le reste du portefeuille comprend des liquidités et des fonds Article 6.

Des contrôles trimestriels sont réalisés pour s'assurer que les instruments financiers respectent les caractéristiques environnementales et sociales. Les indicateurs de durabilité sont régulièrement revus et ajustés selon les nouvelles réglementations.

La Banque s'appuie sur des données de durabilité de Sustainalytics et d'autres sources publiques, en évaluant leur qualité et pertinence. Le traitement des données est effectué avec rigueur pour minimiser les erreurs opérationnelles. Les limites des méthodes et données incluent la disponibilité partielle des données et la nécessité d'utiliser des estimations. La Banque se réserve le droit de corriger les informations jugées incorrectes et/ou incomplètes.

La diligence raisonnable repose sur une gouvernance ESG structurée pour garantir le respect des principes de durabilité. Cette approche assure que les actifs sous-jacents sont conformes aux objectifs du produit.

La Banque Populaire Rives de Paris ne possède pas de politique d'engagement actionnarial, n'étant pas soumise aux obligations des sociétés de gestion. Elle ne représente pas ses clients lors des assemblées générales des émetteurs.

2. Objectif d'investissement durable

Ce produit financier promeut des caractéristiques environnementales ou sociales, mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Cependant, il s'engage à inclure une proportion minimale de 10% d'investissements durables.

Pour les OPC :

La Banque s'est appuyée sur les proportions minimales d'investissements durables communiquées par les sociétés de gestion productrices de chaque fonds, pour les fonds classés Article 8 (promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales) et Article 9 (objectif d'investissement durable) au titre du Règlement SFDR. Les méthodologies de détermination de la part durable de chaque fonds par les sociétés de gestion productrices intègrent la nécessité, à travers les actions et obligations durables dans lesquelles les fonds ont investi, de ne pas causer de préjudice important à un objectif d'investissement durable environnemental ou social, et de respecter les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. A date, nous n'intégrons pas toujours directement de critère de durabilité dans notre sélection de fonds. Néanmoins après l'application de filtres quantitatifs puis qualitatifs et l'étude finale d'une short-list de fonds, notre choix se portera à qualités et performances semblables sur le fonds proposant les meilleurs critères de durabilité.

Pour les Actions :

L'absence de préjudice à un objectif environnemental ou social est une des étapes composant la méthodologie de notation propriétaire des émetteurs. Cette étape du DNSH (« Do Not Significant Harm ») a été caractérisée par les filtres suivants, appliqués de manière cumulative :

- Notations sur les critères ESG basées sur les notations de notre fournisseur de données Sustainalytics : sur une échelle de 0 à 100, une action sera considérée comme durable si le score ESG est strictement inférieur à 30.
- Notations sur les scores de sévérité des controverses sur les critères E, S et G basés sur les notations de notre fournisseur de données Sustainalytics. Une action pourra être considérée comme durable si le score est strictement inférieur à 4.
- Notations sur les scores d'objectifs de développement durable. Une action pourra être considérée comme durable si elle contribue positivement à au moins un Objectif de Développement Durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU).
- Exclusions de secteurs controversés en lien avec les pratiques du Groupe BPCE.
- Respect des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

3. Caractéristiques Environnementales ou Sociales du produit financier

Ce mandat promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales via :

- **OPC** : l'inclusion dans le portefeuille du mandat de fonds classés Article 8 - qui font la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales - et de fonds classés Article 9 - qui ont pour objectif l'investissement durable - au titre de la réglementation SFDR. La classification de chaque fonds est déterminée par la société de gestion productrice du fonds.
- **Actions** : l'inclusion dans le portefeuille du mandat d'actions qui répondent aux exigences d'un système interne basé sur les notations de notre fournisseur de données Sustainalytics sur les critères environnementaux (l'empreinte carbone, la gestion de l'eau et des déchets, etc...) et sociaux (la diversité, l'égalité des chances, l'accès aux services de base, l'éducation/capital humain, etc...).

4. Stratégie d'investissement

Dans une optique à long terme (8 ans minimum conseillés), le portefeuille sera investi presque uniquement en actions françaises et étrangères. Il pourra être également investi sur des OPC. Cette orientation a pour objectif la recherche d'une rentabilité du portefeuille mais elle implique un risque de perte en capital élevé. La part actions pourra varier entre 80% et 100% du montant de l'actif

OPC et ETF: La Banque s'appuie sur les classifications SFDR de chaque fonds, communiquées par les sociétés de gestion productrices des fonds. Pour les fonds classés Article 8 (promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales) et Article 9 (objectif d'investissement durable), les méthodologies des sociétés de gestion productrices pour déterminer cette classification intègrent la nécessité de bonnes pratiques de gouvernance appliquées par les entreprises dans lesquelles les fonds ont investi, en particulier en matière de structures de gestion saines, de relations avec le personnel, de rémunération du personnel et de respect des obligations fiscales.

Actions : Concernant les Actions, l'évaluation des bonnes pratiques de gouvernance s'applique à l'ensemble du portefeuille, intégrant 100 % de caractéristiques ESG pour garantir une analyse complète et alignée avec les critères de durabilité. Nous effectuons ces analyses :

- Notations sur les critères ESG basées sur les notations de notre fournisseur de données Sustainalytics : Sur une échelle de score de 0 à 100, une action sera considérée comme durable si le score > 30 (échelle de 0 à 100)
- Notations sur les scores de sévérité des controverses sur le critère G basées sur les notations de notre fournisseur de données Sustainalytics. Une action sera considérée comme durable si le score > 4 (échelle de 0 à 5)
- Lors d'une très forte controverse pouvant remettre en cause le cas d'investissement d'une société détenue en portefeuille, l'équipe Rives IM après discussions lors du comité d'investissement hebdomadaire décide du maintien du titre en portefeuille
- Exclusions totales : Sociétés ou émetteurs exerçant une activité liée aux armes controversées telles que définies dans la politique de durabilité de Rives IM, qui ne respectent pas le Pacte Global des Nations Unies ou bien qui opèrent dans des pays considérés comme non-coopératifs à des fins fiscales ou des pays figurant sur les listes grise et noire GAFI
- Exclusions partielles : Sociétés ou émetteurs réalisant plus de 10% de leur chiffre d'affaires dans les activités controversées suivantes : Cannabis, Charbon, Divertissement pour Adultes, Huile de Palme, Pesticides et Tabac.

Les contraintes décrites ci-dessus entraînent une réduction du périmètre d'investissement, mais la Banque ne prend pas d'engagement de taux minimal de réduction du périmètre.

5. Proportion d'investissements

L'allocation du mandat CTO Audace Mixte sera composée à 60% d'actifs alignés sur les caractéristiques ESG. Le reste regroupe les liquidités du portefeuille, les fonds Article 6 dont les ETF, etc...

Bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, le produit financier contient une proportion minimale de 10% d'investissements durables ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE ou ayant un objectif social.

6. Contrôle des caractéristiques environnementales et sociales

Des contrôles sont réalisés sur une base trimestrielle afin de s'assurer que les instruments financiers (OPC et titres vifs) promeuvent les caractéristiques environnementales et/ou sociales pour lesquelles ils ont été sélectionnés.

Les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales des instruments financiers sont revus régulièrement dans le cadre d'ajustements méthodologiques résultant de nouvelles obligations réglementaires et/ou des bonnes pratiques de Place.

En lien avec le suivi réalisé pour formaliser les rapports périodiques SFDR de niveau produit, des contrôles ponctuels sont également effectués afin de s'assurer que les engagements en matière de durabilité du profil de gestion sont respectés.

7. Méthodes applicables aux caractéristiques environnementales ou sociales

OPC et ETF : Pour la prise en compte des caractéristiques environnementales et/ou sociales, la Banque s'appuie sur les données de durabilité communiquées par les sociétés de gestion productrices, elles-mêmes soumises à la réglementation SFDR : la classification SFDR de chaque fonds (Article 6, Article 8 ou Article 9). Les méthodologies de détermination de la classification SFDR de chaque fonds par les sociétés de gestion productrices intègrent la nécessité d'une prise en compte par les fonds des caractéristiques environnementales et/ou sociales, à travers les actions et obligations dans lesquelles les fonds ont investi.

Seuls les fonds classés Article 8 (promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales) et classés Article 9 (objectif d'investissement durable) sont considérés comme promouvant des caractéristiques environnementales et/ou sociales au sein du mandat.

Les fonds classés Article 6 ou les fonds pour lesquels les données de classification SFDR n'ont pas été communiquées par les sociétés de gestion productrices, sont considérés par défaut comme ne prenant pas en compte les caractéristiques environnementales et/ou sociales au sein du mandat.

Actions : Concernant les actions, la méthodologie ESG consiste à appliquer les critères d'exclusion suivants de façon cumulative :

- Exclusion des secteurs controversés en lien avec les pratiques du groupe BPCE (par exemple exclusion de certains secteurs dont l'activité est trop importante dans le charbon thermique, le tabac, les armes controversées etc...)
- Exclusion des sociétés dont le score ESG est supérieur au seuil de 50 (échelle de 0 à 100). Un score de risque proche de 0 est considéré comme faible et un score de risque proche de 100 comme très élevé.

8. Sources et traitement des données

Pour les OPC et ETF : La Banque s'appuie sur les données de durabilité communiquées par les sociétés de gestion productrices, elles-mêmes soumises à la réglementation SFDR : la classification SFDR de chaque fonds (Article 6, Article 8 ou Article 9). Les données mises à disposition par les sociétés de gestion productrices de chaque fonds sont ensuite exploitées par la Banque selon leur nature (quantitative/qualitative), leurs taux de couverture et leur pertinence.

Pour les Actions : La Banque s'appuie sur différentes sources de données pour alimenter sa méthodologie propriétaire permettant de qualifier la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales au sein des profils de gestion Article 8 :

- Les données relatives à la durabilité en provenance du fournisseur de données Sustainalytics. Le fournisseur externe, acteur de référence dans le domaine extra-financier, a été sélectionné à la suite d'une évaluation approfondie de la qualité et de la fiabilité des données fournies par différents providers.
- Les informations publiques mises à disposition par les émetteurs sur leur site internet (rapports annuels, rapports de durabilité)
- Les analyses internes menées par les équipes de gestion.

La Banque évalue régulièrement la qualité et la couverture des données du fournisseur de données externes. Le traitement de la donnée se matérialise principalement par des flux et fichiers informatiques limitant le risque d'erreur opérationnelle.

Les données extra-financières exploitées peuvent être des données constatées ou des données estimées (par l'émetteur ou le prestataire externe) dans des proportions variables et sujettes à évolution. Ces données sont systématiquement contrôlées par les équipes de gestion avant leur exploitation opérationnelle.

9. Limite aux méthodes et aux données

Les limites des méthodologies et des données sont notamment liées à :

- La disponibilité partielle des données
- La nécessité de recourir en partie à des données estimées
- La difficulté de comparaison des méthodologies mises en place (évolutives dans la durée) par les producteurs externes et les fournisseurs de données pour mesurer la durabilité des produits / émetteurs

Pour pallier ces limites, la Banque se réserve le droit de compléter ou corriger les informations mises à disposition par les fournisseurs de données si les données sont jugées incorrectes ou incomplètes.

Les méthodologies propriétaires développées au sein de la Banque sont alignées avec les exigences réglementaires et peuvent être revues pour évoluer et s'aligner avec de nouvelles pratiques / recommandations. La Banque a ainsi la capacité d'assurer en permanence que les caractéristiques environnementales ou sociales promues par les produits financiers sont mesurables et atteintes.

10. Diligence Raisonnable

La diligence raisonnable mise en œuvre concernant les actifs sous-jacents du produit financier repose sur une gouvernance ESG et une comitologie structurée afin de veiller au respect des principes de durabilité promus par le produit financier.

A travers un comité d'investissement hebdomadaire et un comité de gestion mensuel, les OPC/SICAV/ETF et les titres vifs actions/obligations sont sélectionnés et conformes vis-à-vis de la politique de durabilité disponible sur le site internet de la banque. De plus, des outils propriétaires permettent de monitorer l'évolution des notes, des controverses et les résultats sont enregistrés sur le réseau si nécessaire.

11. Politique d'engagement

La Banque Populaire Rives de Paris ne dispose pas d'une politique d'engagement actionnarial ou d'une politique de droit de vote. En effet, en tant que Prestataire de Services d'Investissement tels que la gestion de portefeuille pour le compte de tiers, la Banque Populaire Rives de Paris n'est pas visée par les articles L 533-22 § I et L 533- 22-4 du Code monétaire et financier relatifs à la publication d'une politique d'engagement actionnarial et dont le champ d'application est réduit notamment aux sociétés de gestion et aux entreprises d'investissement. Plusieurs décisions de justice en France ont ainsi conclu que les prestataires de service de gestion pour compte de tiers n'étaient pas juridiquement propriétaires des titres, et que l'activité de gestion sous mandat n'autorisait pas une institution financière à représenter ses clients dans les assemblées générales des émetteurs concernés.

Les Banques Populaires, dans le cadre de leur gestion de portefeuille pour compte de tiers, ne représentent pas leurs clients dans les assemblées générales des émetteurs dans lesquels les portefeuilles sont investis. Les Banques Populaires ne disposent donc pas de politique d'engagement actionnarial sur le périmètre des titres vifs détenus en direct.

1. Indice de référence

Aucun indice spécifique n'a été désigné comme indice de référence aux fins de promotion de caractéristiques environnementales ou sociales.